

**Salaires, pouvoir d'achat**

# Jamais l'un sans l'autre !

D'accord, ils ne réclamaient pas de quoi s'offrir une Rollex, mais ils y ont cru... « Je veux être le président de l'augmentation du pouvoir d'achat », disait-IL. De nombreux salariés, y compris des milieux populaires, les nombreux retraités qui ont contribué à l'élection de l'ami des milliardaires.

**L**e pouvoir d'achat, c'est tous les jours, quand on passe à la caisse. Mais voilà, les autres caisses, celles de l'Etat et du patronat, sont vides nous dit-IL. Pourtant, aux caisses, elles en voient défiler des milliards, les salariées des grandes enseignes. Signe des temps : elles (ils) se sont mis-es en grève pour obtenir des augmentations de salaire. Comme pour des millions de travailleurs, c'est essentiellement leur salaire qui détermine leur pouvoir d'achat. Le paquet fiscal n'est pas pour tout le monde.

Or au quotidien il faut subir la hausse des dépenses incompressibles : loyers, essence, produits laitiers, céréaliers et alcooliques... le panier de la ménagère en prend un sacré coût. Avec les franchises médicales et les taxes à venir sur certains produits de consommation, il n'est pas nécessaire d'être expert pour se rendre compte de l'érosion du pouvoir d'achat de la grande majorité de la population. Les couches populaires sont les plus touchées par ces hausses de prix : les retraités, les chômeurs et précaires, et les locataires plus que les propriétaires.

**Le retour de l'inflation ?**

Alors que le paquet fiscal – 15 milliards, excusez du peu – a bénéficié à la partie la plus aisée de la population, les mesures nouvelles ou attendues concernant la fiscalité indirecte, la plus inégalitaire. Après les franchises médicales, le projet d'instauration d'une TVA dite sociale n'est pas abandonné (c'est après les

municipales). Et la faible augmentation (1,1 %) des pensions au mois de janvier vient d'être mangée par l'inflation (2,6 %).

L'année 2008 s'annonce encore plus difficile que la précédente avec le niveau de croissance attendu. Depuis 2000, les gains de productivité qui permettent d'augmenter le pouvoir d'achat des salaires et des cotisations sociales n'ont augmenté en moyenne que de 1,1 %.

Selon l'INSEE, les hausses salariales ont été concentrées essentiellement sur les cadres – et les ouvriers dont les salaires ont été soutenus par la hausse du SMIC. Encore s'agit-il de moyenne. Les situations individuelles font que la réalité est vécue différemment : durant la même période, les employés et les « professions intermédiaires » n'ont pas vu leur pouvoir d'achat progresser.

Les grands perdants sur cette période sont les fonctionnaires : le point d'indice a perdu 7 points de sa valeur depuis 2000. Comme il est l'élément de base de calcul



**Indicible indice**

**E**ntrent dans le calcul du pouvoir d'achat : le patrimoine, la fiscalité, le salaire, toutes les composantes de la redistribution (protection sociale, etc.), l'accès ou non aux services publics, l'inflation... L'indice des prix INSEE est un faux nez : il prend en compte tout aussi bien la baisse réelle des prix des écrans télé, des ordinateurs que les prix de l'énergie et des produits courants qui eux sont en hausse importante. La moyenne est trompeuse : on fait son plein d'essence toutes les semaines alors qu'on n'achète pas un appareil photo numérique tous les ans !



**Qui perd, qui gagne ?**

Les grands perdants : les fonctionnaires.  
 Les grands gagnants : avocats et pharmaciens...  
 Les revenus du patrimoine ont explosé : + 16,2 % pour les revenus fonciers, + 30,7 % pour les capitaux mobiliers.  
 Le seuil de pauvreté reste fixé à... 817 euros par mois !

de nos rémunérations, notre pouvoir d'achat a été particulièrement affecté !

**Augmenter les salaires, c'est Capital !**

La mise en concurrence des salariés entre eux et l'éclatement des collectifs de travail contribuent à segmenter le salariat y compris dans ses formes de rémunération (heures supplémentaires, primes, intéressement, etc.), favorisant ainsi le sentiment que le pouvoir d'achat des salaires est affaire individuelle. Pourtant des luttes pour les salaires fleurissent : dans les entreprises, dans la grande distribution, dans la Fonction publique. Ces revendications salariales, totalement légitimes, ont pour la plupart un caractère d'urgence. La responsabilité des organisations syndicales de salariés serait de mettre en perspective un mouvement d'ensemble associant salariés et retraités, étudiants et chômeurs, pour revendiquer des augmentations générales qui auraient effet sur les pensions et les minima sociaux.

Affichons une augmentation des salaires de 200 euros<sup>(1)</sup> mensuels pour tous. Une revendication unifiante entre les salariés du privé et du public, n'en déplaise à l'initiative CGT/CFDT.

L'engagement nécessaire pour atteindre un tel rapport de force aurait le mérite de globaliser les revendications des salariés (le capital le fait bien, lui) et de poser la question de la répartition des richesses au profit de ceux qui les produisent. ●

**SPRINGFIELDS MARIN**

1) 200 euros équivalent à l'augmentation de 50 points d'indice pour les fonctionnaires, une des revendications salariales de la FSU...